

Le socialisme est la voie du salut de la planète - Le discours de Copenhague

samedi 19 décembre 2009, par [CHAVEZ Hugo](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2009).

Discours prononcé par Hugo Chávez Frias, président de la République bolivarienne du Venezuela, au Sommet des Nations unies sur le changement climatique, à Copenhague, le 16 décembre 2009.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Excellences, chers amis,

Je vous promets de ne pas parler plus longuement que celui qui a parlé le plus ici, cet après-midi.

Permettez-moi un premier commentaire, que j'aurais voulu aborder avec le point précédent, traité par les délégations du Brésil, de Chine, de l'Inde et de la Bolivie. Depuis notre place, nous avons demandé la parole, mais il ne nous a pas été possible de la prendre.

La représentante de Bolivie a dit -j'en profite pour saluer le camarade président Evo Morales, ici présent (Applaudissements), président de la République de Bolivie-, elle a dit entre autres choses ce qui suit -je l'ai noté sur ce papier : « *Le texte présenté n'est pas démocratique, il ne part pas d'une politique d'inclusion* ».

A peine suis-je arrivé que nous avons entendu la présidente de la séance précédente, la ministre, dire qu'il y avait un document, mais personne ne le connaît. J'ai réclamé le document, mais il ne nous est pas encore parvenu. Je crois que personne ne sait au juste ce que c'est que ce document, il doit être « top secret ». La camarade bolivienne n'avait donc pas tort de dire : « *Il n'est pas démocratique, il ne part pas d'une politique d'inclusion* ».

Mais, Mesdames et Messieurs, ceci n'est-il pas justement à l'image de la réalité du monde ? Vivons-nous dans un monde démocratique ? Le système mondial se base-t-il sur l'inclusion ? Y a-t-il une once de démocratie ou d'inclusion à attendre du système mondial actuel ? Cette planète est régie par une dictature impériale, et depuis cette tribune, nous continuons de le dénoncer. A bas la dictature impériale, et vivent les peuples, la démocratie et l'égalité sur cette planète !
(Applaudissements)

L'exclusion que nous constatons ici en est le reflet. Il existe un groupe de pays qui se croient supérieurs à nous, ceux du Sud, à nous, ceux du tiers monde, à nous, les sous-développés, ou, comme le dit le grand ami Eduardo Galeano : nous, les pays écrasés par l'histoire qui nous est passée dessus comme un train.

Il n'y a donc vraiment pas lieu de s'en étonner : il n'y a pas de démocratie dans ce monde, et nous sommes confrontés ici, une fois de plus, à une preuve évidente de l'existence de la dictature impériale mondiale.

Deux jeunes gens ont fait irruption ici, bien heureusement les forces de l'ordre se sont comportées

correctement, il n'y a eu qu'une petite bousculade, et ils se sont montrés coopératifs, si j'ai bien compris...

Mais dehors, vous savez, il y a beaucoup de monde. Bien sûr, ils ne tiennent pas tous dans cette salle. J'ai lu dans la presse que quelques personnes ont été arrêtées, qu'il y a eu des manifestations intenses dans les rues de Copenhague, et je tiens à saluer tous ces gens qui sont dehors, des jeunes pour la plupart (Applaudissements). Ce sont des jeunes qui s'inquiètent, et avec raison, beaucoup plus que nous de l'avenir du monde. La plupart d'entre nous qui sommes dans cette salle ont le soleil dans le dos, alors qu'eux le reçoivent en pleine figure, et ils s'en inquiètent sérieusement.

On pourrait dire, Monsieur le Président, qu'un spectre hante Copenhague, pour paraphraser Karl Marx, le grand Karl Marx. Un spectre hante les rues de Copenhague, et je crois qu'il hante cette salle en silence, il est là, parmi nous, il se glisse dans les couloirs, monte, descend. Ce spectre est un spectre qui épouvante tellement que presque personne n'ose même le nommer. Ce spectre, c'est le capitalisme ! (Applaudissements) Presque personne n'ose le nommer, mais il s'appelle capitalisme, et les peuples grondent dehors, entendez-les !

Je lisais certains des slogans que les jeunes scandaient dans les rues, et je crois en avoir entendu de nouveau quelques-uns quand ces deux jeunes gens ont fait irruption ici. J'en cite un : « *Ne changez pas le climat, changez le système.* » (Applaudissements). Je le reprends à notre compte : Ne changeons pas le climat, changeons de système, et c'est ainsi que nous pourrions commencer à sauver la planète. Le capitalisme, ce modèle de développement destructeur, est en train d'en finir avec la vie, il menace de détruire définitivement l'espèce humaine.

Un autre slogan donne à réfléchir, parce qu'il est tout à fait d'actualité, avec cette crise bancaire qui a ébranlé le monde et qui continue de le secouer, et la manière dont le Nord riche a volé au secours des banquiers et des grandes banques. Les Etats-Unis à eux seuls... Le montant de la somme qu'ils ont versée pour sauver les banques est astronomique, on s'y perd... Voilà ce qu'on dit dans la rue : « *Si le climat avait été une banque, il aurait déjà été sauvé.* » Et je crois que c'est vrai (Applaudissements). Si le climat avait été une banque capitaliste, une des plus grandes, il y a belle lurette que les gouvernements riches l'auraient sauvé.

Je crois qu'Obama n'est pas arrivé. Il a reçu le prix Nobel de la Paix pratiquement le même jour où il envoyait 30 000 soldats de plus tuer des innocents en Afghanistan, et le président des Etats-Unis va se présenter ici auréolé du prix Nobel de la Paix.

Les Etats-Unis détiennent la planche à billets, la machine à faire des dollars. C'est ainsi qu'ils ont sauvé, ou du moins croient avoir sauvé, les banques et le système capitaliste.

Bien, ceci était un commentaire en marge. Je voulais le faire avant, je levais la main pour pouvoir accompagner le Brésil, l'Inde, la Bolivie, la Chine, soutenir leur position intéressante et dire que le Venezuela et les pays de l'Alliance bolivarienne la partagent totalement, mais la parole ne m'a pas été donnée. Je vous demande seulement de ne pas compter ces minutes, M. le Président, ce n'était qu'une petite mise au point. (Applaudissements)

Figurez-vous que j'ai eu le plaisir de rencontrer ici cet écrivain français, Hervé Kempf. Je vous recommande vivement ce livre, il existe en espagnol -Hervé est par ici-, en français bien sûr et en anglais sûrement : *Comment les riches détruisent la planète*, d'Hervé Kempf. Voilà pourquoi le Christ a dit : « *Il sera plus facile de faire passer un chameau par le chas d'une aiguille que de faire entrer un riche au Royaume des Cieux.* » C'est ce qu'a dit le Christ, Notre Seigneur. (Applaudissements)

Les riches détruisent la planète. Ils veulent peut-être aller s'installer dans une autre quand ils auront fini de détruire celle-ci. Peut-être caressent-ils ce projet. Mais pour le moment, on n'en voit pas d'autre à l'horizon de la galaxie.

J'ai feuilleté ce livre dès qu'il m'est parvenu - c'est Ignacio Ramonet, lui aussi présent dans cette salle, qui me l'a offert - et je retiens du prologue ou du préambule cette phrase, significative. Voilà ce qu'écrit Kempf : « *Nous ne pourrions pas réduire la consommation de biens matériels à l'échelle mondiale si nous ne faisons pas en sorte que les puissants diminuent la leur de plusieurs crans, et si nous ne combattons pas l'inégalité. Il est nécessaire d'adjoindre au principe écologiste, si utile à l'heure de la prise de conscience -penser globalement et agir localement-, un autre principe qu'impose la situation : consommer moins et distribuer mieux.* » C'est là un bon conseil que nous donne l'écrivain français Hervé Kempf.

Monsieur le Président, le changement climatique est sans aucun doute le problème environnemental le plus dévastateur de ce siècle : inondations, sécheresses, tempêtes sévères, ouragans, dégel ; montée du niveau moyen de la mer, acidification des océans, vagues de chaleur... Tous ceci aggrave l'impact des crises mondiales qui s'abattent sur nous.

L'activité humaine actuelle dépasse le seuil du développement durable et met en danger la vie sur la planète. Mais, je tiens à le souligner, nous sommes là aussi profondément inégaux. Les 500 millions de personnes les plus riches, soit 7%, sept pour cent, seven, de la population mondiale, ces 7% sont responsables de 50% des émissions polluantes, alors que la moitié la plus pauvre de la population de la planète - la moitié, 50% - n'émet que 7% des gaz polluants. Voilà pourquoi je m'étonne : il me paraît bizarre de solliciter ici la Chine et les Etats-Unis dans les mêmes termes. Les Etats-Unis comptent peut-être 300 millions d'habitants, et la Chine, cinq fois plus. Les Etats-Unis consomment plus de 20 millions de barils de pétrole par jour, et la Chine arrive à peine à 5 ou 6 millions. On ne peut pas demander la même chose aux Etats-Unis et à la Chine. Voilà un sujet qui mérite discussion. Espérons que les chefs d'Etat et de gouvernement pourront s'asseoir ensemble et discuter ces questions pour de bon, cartes sur table.

En outre, Monsieur le Président, 60% des écosystèmes de la planète sont endommagés, et 20% de l'écorce terrestre est dégradée. Nous avons été les témoins impassibles de la déforestation, de la conversion de terres, de la désertification, des altérations des systèmes d'eau douce, de la surexploitation des ressources marines, de la contamination et de la perte de la diversité biologique. La surexploitation de la terre dépasse de 30% sa capacité de régénération. La planète perd sa capacité d'autorégulation, elle est en train de la perdre. Nous produisons chaque jour bien plus de déchets que nous ne sommes capables d'en traiter. La survie de notre espèce est une question qui hante la conscience de l'humanité.

Malgré l'urgence, deux années de négociations se sont écoulées pour élaborer une seconde série d'engagements sous le Protocole de Kyoto, et nous participons à cette réunion sans être parvenus à un accord réel et significatif.

Soit dit en passant, sur ce texte surgi du néant - c'est ce qu'ont dit certains, dont le représentant chinois - le Venezuela annonce, les pays de l'ALBA, de l'Alliance bolivarienne annoncent que nous n'accepterons pas, qu'on le sache déjà, d'autre texte que celui qui provient des groupes de travail, du Protocole de Kyoto et de la Convention. Ce sont des textes légitimes qui ont donné lieu ces dernières années et ces dernières heures à des débats intenses. Je crois que vous n'avez pas dormi. Vous n'avez ni déjeuné ni dormi, c'est bien cela ? Il ne semble pas logique, dans ces conditions, qu'un texte surgisse du néant, comme vous le dites.

Aujourd'hui, en ce moment même et jusqu'à présent, de toute évidence l'objectif scientifiquement

établi de réduire les émissions de gaz polluants et de parvenir à un accord de coopération à long terme semble avoir échoué. Quelle en est la raison ? Il ne fait aucun doute que la raison est l'attitude irresponsable et le manque de volonté politique des nations les plus puissantes de la planète. Que personne ne se sente blessée. Je ne fais que reprendre les propos du grand José Gervasio Artigas quand il affirmait : « *Avec la vérité, je n'offense ni ne crains personne* » ; mais il s'agit vraiment d'une attitude irresponsable, caractérisée par ses tergiversations, son exclusion, sa manipulation élitiste d'un problème qui nous incombe à tous et que nous ne pourrions résoudre que tous ensemble.

Le conservatisme politique et l'égoïsme des grands consommateurs, des pays les plus riches, révèlent un manque de sensibilité et de solidarité flagrant envers les plus pauvres, les affamés, les plus vulnérables aux maladies et aux désastres naturels.

M. le Président : il est indispensable de parvenir à un nouvel et seul accord applicable à des parties absolument inégales, par l'ampleur de leurs contributions et de leurs capacités économiques, financières et technologiques, et basé sur le strict respect des principes énoncés dans la Convention.

Les pays développés devraient contracter des engagements contraignants, clairs et concrets de réduction de leurs émissions, et assumer des obligations d'assistance financière et technologique aux pays pauvres, pour faire face aux dangers destructeurs du changement climatique. A cet égard, la situation particulière des Etats insulaires et des pays les moins développés devrait être pleinement reconnue.

M. le Président : le changement climatique n'est pas le seul problème qui frappe aujourd'hui l'humanité. D'autres fléaux et d'autres injustices nous guettent. Le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres n'a cessé de se creuser en dépit de tous les Objectifs du millénaire, du Sommet de Monterrey sur le financement, de tous ces sommets, comme le faisait remarquer ici le président du Sénégal, qui dénonçait une grande vérité : les promesses, tant de promesses non tenues, alors que le monde continue sa marche destructrice.

Le revenu total des 500 individus les plus riches du monde est supérieur au revenu des 416 millions de personnes les plus pauvres. Les 2,8 milliards de personnes qui vivent dans la pauvreté, avec moins de deux dollars par jour et qui représentent 40% de la population mondiale -je dis bien 40% de la population de la planète !- se partagent seulement 5% du revenu mondial.

Aujourd'hui, environ 9,2 millions d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans, et 99,9% de ces décès ont lieu dans les pays les plus pauvres. La mortalité infantile est de 47% décès pour 1 000 naissances vivantes ; mais elle est de 5 décès seulement dans les pays riches. L'espérance de vie sur la planète est de 67 ans, mais de 79 ans dans les pays riches et de 40 ans seulement dans certains pays pauvres.

En outre, il existe 1,1 milliard d'habitants privés d'accès à l'eau potable ; 2,6 milliards sans services sanitaires et plus de 1,02 milliard de personnes affamées. Tel est le tableau actuel du monde.

Mais, et la cause ? Quelle en est la cause ? Parlons-en un peu, ne nous dégageons pas de nos responsabilités, n'éludons pas la profondeur du problème. La cause, sans l'ombre d'un doute -je reviens sur cette question- de tout cette situation désastreuse, c'est le système métabolique destructeur du capital et son modèle incarné : le capitalisme.

J'ai ici une citation que j'aimerais vous lire, brièvement, de ce grand théologien de la Libération, Leonardo Boff, qui comme chacun sait, est brésilien, c'est-à-dire « notre-américain ».

Voici ce que dit Leonardo Boff sur cette question : « *Qu'elle est la cause ? Eh bien, la cause c'est le rêve de vouloir chercher le bonheur à travers l'accumulation matérielle et du progrès sans fin, en*

recourant à la science et à la technique, avec lesquelles on peut exploiter de manière illimitée toutes les ressources de la Terre ». Et il cite quelque part Charles Darwin et sa théorie de la sélection naturelle, la survie des plus forts ; mais nous savons que les plus forts survivent sur les cendres des plus faibles.

Jean-Jacques Rousseau –il est bon de s'en souvenir– signalait quant à lui : « *Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime* ». C'est pourquoi l'empire parle de liberté : la liberté d'opprimer, d'envahir, d'assassiner, d'anéantir, d'exploiter, voilà sa liberté. Et Rousseau ajoute la phrase libératrice : « *Seule la loi libère* ».

Certains pays s'amuse à empêcher qu'un document soit adopté à cette rencontre. Pourquoi ? Parce que, précisément, ils ne veulent pas de loi, ils ne veulent pas de norme, car le fait qu'il n'y ait pas de norme leur permet d'exercer leur liberté d'exploiter, leur liberté destructrice.

Faisons un effort et faisons pression, ici et dans les rues, pour qu'ici, de cette rencontre, naisse un engagement, un document qui engage les pays les plus puissants de la Terre ! (Applaudissements).

M. le Président : Leonardo Boff se demande –vous avez connu Leonardo Boff ? J'ignore si Leonardo a pu faire le voyage. J'ai fait sa connaissance au Paraguay ; je l'ai toujours beaucoup lu- : « *Une Terre finie peut-elle supporter un projet infini ?* ». La thèse du capitalisme du développement infini est un modèle destructeur. C'est un état de fait et nous devons l'accepter.

Et Boff de nous demander : « *Que pouvons-nous attendre de Copenhague ?* » A peine ce simple aveu : nous ne pouvons plus continuer ainsi, et un objectif simple : nous allons changer de cap ? Faisons-le, mais sans cynisme, sans mensonges, sans doubles agendas, sans documents issus du néant, et avec la vérité comme valeur ultime.

M. le Président, Mesdames et Messieurs, depuis le Venezuela nous demandons jusqu'à quand allons-nous permettre de telles injustices et de telles inégalités ? Jusqu'à quand allons-nous tolérer l'actuel ordre économique international et les mécanismes de marché en vigueur ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que de grandes épidémies comme le VIH/sida déciment des populations entières ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que les affamés soient privés de la possibilité de se nourrir et de nourrir leurs enfants ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que des millions d'enfants continuent de mourir de maladies curables ? Jusqu'à quand allons-nous permettre des conflits armés qui massacrent des millions d'être innocents à seule fin que les puissants puissent s'approprier les ressources d'autres peuples ?

Que cessent les agressions et les guerres ! C'est que nous, les peuples du monde, demandons aux empires, à ceux qui prétendent continuer de dominer le monde et à nous exploiter. Nous ne voulons plus de bases militaires impériales ni de coups d'Etat ! Construisons un ordre économique et social plus juste et équitable. Eradiquons la pauvreté. Stoppons immédiatement les niveaux élevés d'émission de gaz, freinons la dégradation environnementale et évitons la grande catastrophe du changement climatique. Adhérons au noble objectif d'être tous plus libres et solidaires !

M. le Président, il y a près de deux siècles, un Vénézuélien universel, libérateur de nations et précurseur de consciences, légua à la postérité cet apophtegme, chargé de volonté : « *Si la nature s'oppose, nous lutterons contre elle et nous la forcerons à nous obéir* ». C'était Simon Bolivar, le Libertador.

Depuis le Venezuela bolivarien où, un jour comme aujourd'hui... à propos, il y a exactement dix ans que nous avons vécu la plus grande tragédie climatique de notre histoire, la tragédie dite de Vargas ; depuis ce Venezuela dont la révolution tente de conquérir la justice pour tout son peuple,

uniquement possible à travers la voie du socialisme... Le socialisme, cet autre spectre dont parlait Karl Marx, se promène aussi par là-bas ; mais il s'agit plutôt d'un « contre-spectre ». Le socialisme est la voie à suivre, c'est la seule voie qui permettra de sauver la planète, je n'ai pas l'ombre d'un doute là-dessus. Et le capitalisme est le chemin de l'enfer, le chemin qui mènera à la destruction du monde.

Le socialisme, depuis ce même Venezuela qui, pour cette même raison, est en butte aux menaces de l'empire nord-américain, depuis les pays qui forment l'ALBA, l'Alliance bolivarienne, nous lançons notre exhortation. J'aimerais, avec tout le respect que je vous dois et du plus profond de mon âme, au nom de beaucoup sur cette planète, exhorter les gouvernements et les peuples de la Terre, en paraphrasant Simon Bolivar, le Libertador : Si la nature destructrice du capitalisme s'oppose, alors luttons contre elle et forçons-la à nous obéir ; n'attendons pas le bras croisés la mort de l'humanité.

L'histoire nous appelle à l'union et à la lutte. Si le capitalisme s'oppose, nous sommes dans l'obligation de livrer la bataille contre le capitalisme et d'ouvrir les voies du salut de l'espèce humaine. Cette tâche nous incombe à tous, sous les bannières du Christ, de Mahomet, de l'égalité, de l'amour, de la justice, de l'humanisme, du véritable et plus profond humanisme. Si nous ne le faisons pas, la plus merveilleuse création de l'univers, l'être humain, disparaîtra, elle disparaîtra !

Cette planète à des milliards d'années, et elle a vécu pendant des milliards d'années sans nous, l'espèce humaine. Autrement dit, elle n'a pas besoin de nous pour exister. Par contre, nous ne pouvons pas vivre sans la Terre, et nous sommes en train de détruire la Pachamama, comme dit Evo, comme disent nos frères aborigènes d'Amérique du Sud.

Pour conclure, M. le président, écoutons Fidel Castro lorsqu'il a dit : « *Une espèce est en voie d'extinction : l'Homme* ». Écoutons Rosa Luxembourg lorsqu'elle a lancé : « *Socialisme ou barbarie* ». Écoutons le Christ rédempteur lorsqu'il dit : « *Bienvenus les pauvres, car le royaume des cieux leur appartient* ».

M. le Président, Mesdames et Messieurs, soyons capables de faire de cette Terre non pas la tombe de l'humanité ; faisons de cette Terre un ciel, un ciel de vie, de paix et de fraternité pour toute l'humanité, pour l'espèce humaine.

M. le président, Mesdames et Messieurs, merci beaucoup et bon appétit (Applaudissements)

P.-S.

* Source Granma. En français sur le site du NPA-Aube :

<http://npatroyesaube.canalblog.com/archives/2009/12/19/16208656.html>